

IDÉES/

Par
NICOLAS CELNIK
et **THIBAUT SARDIER**

Il aurait pu être qualifié d'insoumis, tant il est offensif dans sa critique du discours libéral dominant, faisant feu de toutes les armes scientifiques et rhétoriques offertes au chercheur-vulgarisateur honnête. Mais Philippe Boursier et Willy Pelletier ont préféré le mot «indocile» pour baptiser leur manuel de sciences sociales publié jeudi à La Découverte. Un viatique «résistant» pour bien marquer qu'ils ne sont inféodés à aucune chapelle politique, tout comme la Fondation Copernic à laquelle ils appartiennent et qui veut «remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers». Les deux directeurs de l'ouvrage, respectivement professeur de SES en lycée et sociologue à l'université de Picardie, ont sollicité jeunes chercheurs et universitaires confirmés, relus et épaulés par une armée de syndicalistes et de profs. «Vive le marché?» interroge l'économiste David Cayla, tandis que la sociologue Yasmine Siblot demande ironiquement s'il n'y aurait pas «Trop de services publics?» Eric Fassin et Mara Viveros Vigoya définissent la notion d'intersectionnalité, la sociologue Vulca Fidolini celle d'hétéronormativité... Le portrait de famille ne serait pas complet sans les incontournables Pinçon-Charlot qui s'attaquent à l'oligarchie.

Le résultat, c'est un pavé de 700 pages qui se lit tout seul, par petits morceaux où alternent des panoramas sur de grandes questions théoriques (le marché, la monnaie, le populisme...) et des focus sur des sujets d'actualité (le voile, les gilets

Un pavé dans la start-up nation

jaunes, le travail de l'autre côté de la rue). Comme un «Lagarde et Michard des nouvelles générations critiques», racontent les deux auteurs à Libé, souhaitant qu'il ait la même influence que la célèbre anthologie de littérature... à ceci près qu'ils ne le voient pas comme une somme faisant autorité, mais plutôt comme un corpus d'idées à soumettre au débat pour mieux questionner l'état de la société façon start-up nation qui, disent-ils, domine aujourd'hui les esprits.

«RÉPARTITION DIFFÉRENCIÉE DU GRAS»

«Nous voulons lancer les sciences sociales dans la cité, dans la veine de ce qu'ont fait les gilets jaunes. Ils venaient sur les ronds-points en s'approvisionnant en savoirs économiques ou sociologiques sur qui pollue, sur les inégalités et pourquoi les citoyens sont dépossédés de leurs pouvoirs», explique Willy Pelletier. Le mécontentement qui a initié le

A travers plusieurs grandes questions théoriques et sujets d'actualité, le «Manuel indocile de sciences sociales» de Philippe Boursier et Willy Pelletier questionne la prédominance du discours libéral dans la société.

mouvement des ronds-points irrique ce livre écrit en quatre mois à peine, entre le printemps et le début de l'été. L'occasion pour les contributeurs de rendre compte du mouvement social de ces derniers mois, s'intéressant à la place qu'y ont occupée les femmes et en montrant comment la participation à une mobilisation «réconforte souvent les images et estimes de soi».

Plus largement, le livre explore les inégalités de toutes sortes. Souvent

originaux, les angles veulent répondre aux questions que chacun se pose au quotidien. Dans le chapitre «Moche ou beau?», la sociologue Christine Détrez insiste sur la variabilité des canons esthétiques selon les lieux et les époques, et constate l'existence sous nos latitudes d'une «répartition différenciée du gras» en fonction de la classe sociale et du genre : globalement plus fort dans les classes populaires qu'ailleurs, le surpoids pénalise surtout les femmes les moins riches chez qui il présente un obstacle pour leur vie sociale et professionnelle. Inversement, quelques ronds chez les hommes aisés ne feraient pas de mal et coïncideraient même avec des revenus légèrement supérieurs. On retiendra également les synthèses limpides qui expliquent la notion de genre, soulignent que masculinité ne veut pas dire virilité, montrent comment on en vient à considérer que le travail du soin est «un truc de meufs», ou démontent

le sacro-saint principe du mérite républicain : «A l'école, tu bosses, tu réussis.»

«CE N'EST PAS UNE CHARGE»

Le tout est émaillé d'exemples qui en disent long sur le parti pris engagé du livre : lorsqu'il s'agit de critiquer la figure du chef, c'est Nicolas Sarkozy qui est pris pour exemple, là où un Jean-Luc Mélenchon aurait aussi bien fait l'affaire. Plus loin, un passage insiste sur la diversité des groupes composant la bourgeoisie avant de multiplier des exemples ne concernant que sa frange la plus friquée, à base de mariages grandiloquents et de concours de longueur de piscine. Une façon de jouer à armes égales contre les discours sur les sans-dents ou les gens qui ne sont rien? «Dans une langue accessible à tous, nous diffusons des outils pour comprendre les rapports de force qui structurent nos vies. Face au prêt-à-penser libéral, nous rétablissons du pluralisme dans les explications du monde», répond Philippe Boursier. Willy Pelletier complète : «Ce n'est pas une charge. Les concurrences sont très vives à l'intérieur de la bourgeoisie, les dominants sont dominés par leur domination, ce qui leur interdit toute distance à ce qu'ils font.» Manière de rappeler que les classes sociales ne sont pas (encore) mortes.

Mais avant les «gilets», ce sont surtout les programmes scolaires façon Jean-Michel Blanquer qui ont lancé le projet de livre. «Ils censurent les sciences sociales en évacuant la question décisive des relations de pouvoir entre groupes sociaux», affirme Philippe Boursier, pour qui ces disciplines se retrouvent cantonnées à la **Suite page 24**

SIX NOTIONS ABORDÉES ET DÉCONSTRUITES PAR LE «MANUEL INDOCILE»

LES INCULTES

En décembre 2017 sont morts, presque coup sur coup, Jean d'Ormesson et Johnny Hallyday. Chacun avait ses fans : l'écrivain du Figaro était la coqueluche des lettrés, l'autre l'idole des jeunes... «Ou plutôt l'idole des beaux?» demande, provocatrice, la sociologue Annabelle Allouch, qui pointe combien la culture est un marqueur social. Pierre Bourdieu expliquait déjà, dans *La Distinction* (1979), que les goûts diffèrent selon l'origine culturelle et sociale de chacun, et donc que les hiérarchies culturelles sont des hiérarchies sociales. «En parlant de nos goûts littéraires, musicaux, artistiques, on dit beaucoup de nous-mêmes, de nos styles de vie et des gens que l'on fréquente», analyse Allouch. Généralement, seuls les plus aisés, qui jouissent d'un capital culturel supérieur, sont susceptibles d'avoir une consommation «omnivore» et d'écouter Patrick Sébastien après Verdi. Est donc inculte qui n'a pas accès à la culture des élites, la seule considérée comme légitime, quand bien même il connaîtrait tous les livres de Guillaume Musso et les chansons de Michel Sardou sur le bout des doigts.

LES CHEFS

Le gérant d'un magasin crie sur «sa» caissière : ça ne choque personne. Parce que c'est son chef, et que tout le monde en a un. «Les chefs sont partout et si célébrés qu'on peine à imaginer un monde sans eux», notent Philippe Boursier, Willy Pelletier et le chercheur Christophe Voilliot, avant de donner quelques contre-exemples de sociétés humaines sans tête, avec des «chefs qui ne commandent pas» ou des formes «d'anarchie ordonnée». S'ils ne rangent pas dans un même sac le patron d'une entreprise du CAC 40 avec celui d'une PME rurale, les trois chercheurs affirment que dans tous les cas, les relations de pouvoir, même lorsqu'elles ne concernent que deux individus, s'inscrivent toujours dans une dimension collective : le pouvoir est «une relation déséquilibrée, un rapport de force inégal, encadré dans plein d'autres rapports de force inégaux, qui les autorisent». Bref, on ne naît pas chef, on le devient : en politique notamment, la figure de leader charismatique se construit avec des appuis qui déstabilisent l'adversaire, sondent l'opinion, financent une campagne... Ne reste plus qu'à avoir un air cool et une tenue impeccable sur la scène du meeting. Si ça marche, encore faudra-t-il se battre pour conserver sa place, en mobilisant un registre de violences – souvent symboliques – qui poussent à interioriser les places sociales établies.

LE RACISME ENVIRONNEMENTAL

En matière d'écologie, les pays occidentaux aiment bien pointer la Chine du doigt et les nuages noirs qui surplombent ses villes. Mais cette pollution est aussi la leur : les pays du Nord installent leurs usines et exploitent les minerais dans les pays du Sud, où la main-d'œuvre est moins chère et les lois environnementales moins strictes. Les «ateliers du monde» en sont aussi la poubelle, d'autant qu'ils reçoivent en prime des tonnes de déchets toxiques en fin de vie. Résultat : les 50 % les plus pauvres de la planète produisent seulement un huitième des émissions globales, quand les 10 % les plus riches en génèrent la moitié. Ce déséquilibre s'accompagne d'une plus grande vulnérabilité aux pollutions ou aux catastrophes naturelles de certaines populations «en vertu de la couleur de leur peau, de leur classe ou de leur nationalité», ce qu'il illustre le concept de «racisme environnemental». Sans compter que les mesures destinées à s'y adapter sont à leur tour discriminantes : en France, la taxe carbone «pèse cinq fois plus sur le budget des 10 % de ménages les plus pauvres que sur celui des 10 % les plus riches».



MICHAEL BORAN, MILLENIUM, FLAINTPICTURE

LE TROU DE LA SÉCU

Il nous vaut pas mal de sacrifices : hausse des cotisations, baisse des indemnités, recul de l'âge de départ à la retraite et réduction du nombre de soignants. Tenace, la dette sociale ? «*Fake news*», répond Jacques Rigaudiat, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes. L'excédent de la Sécu a atteint 10,8 milliards d'euros en 2018, une somme qui va être utilisée pour colmater d'autres «trous» : la loi de programmation des finances publiques pour 2018-2022 prévoit de transférer cet excédent «à la réduction du déficit de l'Etat». Plutôt que d'être mis à profit pour améliorer les prestations et équipements, le surplus devrait avoisiner les 0,8% du PIB annuel (soit près de 20 milliards d'euros) entre 2019 et 2022. Il sera notamment mobilisé pour «financer la bascule du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)». Les cotisations pour la Sécurité sociale serviront donc à une réduction des cotisations sociales patronales : en somme, «ce sont nos cotisations qui paieront leurs baisses de charges».

LA GAYTRIFICATION

La ville bouillonnante, lieu idéal pour l'émancipation sexuelle ? Pour des générations d'homosexuels et de lesbiennes, les métropoles ont constitué un havre grâce à «l'anonymat et l'affaiblissement du contrôle social, la densité de population et la possibilité de rencontre», note le sociologue Colin Giraud. De quoi échapper aux zones moins densément peuplées où l'on se connaît et se surveille. Les communautés LGBT se cristallisent dans certaines zones urbaines, comme West Village à New York, le Castro à San Francisco ou le Marais à Paris. Installées dans d'anciens quartiers vétustes, ces populations contribuent à leur «gaytrification» - comprendre la gentrification par les gays, souvent blancs et aisés. Activités communautaires, parades et lieux de fête y créent alors une forme «d'homonormativité».

Mais ce glorieux récit laisse dans l'ombre toute une frange de la population homosexuelle : les invisibles qui, en ville comme à la campagne, refusent de répondre aux enquêtes sociologiques quand les plus diplômés, les classes moyennes et supérieures, assument plus aisément leur orientation sexuelle. Pour rectifier le tir, des travaux de recherche s'intéressent à présent aux homosexuels et lesbiennes de la campagne qui s'y sentent bien, qu'ils soient originaires du coin, partis puis revenus, ou même qu'ils aient fui la ville.

LES CASSEURS

Ils viennent casser du flic, dézinguer des vitrines, faire régner la terreur autour de manifestants pacifiques. Peut-on excuser et/ou comprendre les casseurs ? Oui, répondent Philippe Boursier et le sociologue Christian de Montlibert, qui voient dans cette figure du manifestant destructeur une construction médiatique outrancière. A leurs yeux, la forte visibilité de ces débordements a pour effet de masquer une «violence d'Etat» dont ils recensent la dernière manifestation d'ampleur avec les gilets jaunes. «Il s'agit de dépolitiser la perception des militants contestataires en les transformant en délinquants», écrivent-ils. Or, contrairement à ces derniers, les «casseurs» sont des «contestataires qui manifestent contre une décision qui les affecte». Ils donnent ainsi un sens politique à leur action, en s'en prenant à des symboles du capitalisme, comme les banques. Avec eux, «violence» rimerait moins avec «jouissance» qu'avec «silence» : «Souvent exaspérés de ne pas être entendus, [ils] agissent avec la volonté d'intimider leurs adversaires pour trouver une issue favorable au conflit qui les mobilise.»

IDÉES/



KNIEL, SYNNAITZSCHKE, PLAINPICTURE

Suite de la page 22 description de l'économie et de la société, loin de leur essentielle fonction critique. L'introduction de l'ouvrage parle même de «*censure*», d'une «*écécité intéressée*» qui célèbre le «*sens commun libéral*» sans le soumettre à un examen critique. Cette orientation est à leurs yeux manifeste dans l'enseignement économique au lycée et dans le supérieur. «*On veut nous faire croire qu'il n'y a qu'une économie possible, comme si historiquement toutes les économies avaient visé le profit, la marchandisation, l'apothéose du coffre-fort. C'est un aveuglement que cette célébration de l'entreprise, de l'employeur, du marché que les premiers de cordée imposent*», constate Willy Pelletier. Le nouveau programme de première, qui s'intéresse principalement au fonctionnement des marchés concurrentiels, ne lui donne pas tort.

«ON A ÉCOUTÉ BFM!»

Le *Manuel indocile* joue le contrepoint en proposant une autre lecture: à rebours de l'idée qu'il serait une «*institution neutre*», le marché est décrit comme un mécanisme ar-

bitraire qui fige les hiérarchies économiques, «*justifiant ainsi qu'un footballeur soit rémunéré 125 fois plus qu'un aide-soignant*». Sans oublier que son bon fonctionnement dépend de facteurs qui relèvent notamment des services publics, comme la sécurité des biens et des personnes, ou la protection sociale. Les auteurs déplorent que ce point de vue ne soit plus soumis au débat dans les salles de classe. «*Le chômage est désormais trop absent des programmes*, ajoute Pelletier. *Dans les années 70 et 80, il en constituait une part conséquente. Or il était moins présent et plus protégé qu'aujourd'hui.*» On pourrait leur rétorquer que toutes ces critiques ne sont pas absentes des enseignements du lycée, où l'on entend aussi parler des externalités négatives des marchés (comme la pollution), des problèmes posés par la recherche du plus bas coût possible de fabrication des produits de consommation mondialisés, ou du poids du déterminisme social sur les parcours individuels. Mais le programme ne leur accorde qu'un rôle secondaire là où le *Manuel indocile* les met en pleine

lumière. Cet antimanuel de sciences sociales entend donc s'opposer à la «*doxa*», terme qui revient souvent dans la bouche des deux auteurs. Quand on leur demande comment ils en ont défini les contours pour mieux diriger leurs arguments, Willy Pelletier répond par une pirouette: «*On a écouté BFM!*» S'il ne s'agit pas

«On veut nous faire croire qu'il n'y a qu'une économie possible, comme si historiquement toutes les économies avaient visé le profit, la marchandisation, l'apothéose du coffre-fort.»

Willy Pelletier
sociologue et coauteur

de dénoncer une propagande néolibérale pilotée, les directeurs de l'ouvrage insistent sur le conformisme des médias qui conduirait à perpétuer des croyances tenaces. C'est le cas du «*trou de la Sécu*» (lire page 23). Mais, au-delà des médias, les auteurs pointent la responsabilité de l'université, dont les mécanismes de sélection favorisent une homogénéité de pensée. «*Les thèses en économie s'inscrivent en majorité dans une perspective néoclassique, c'est-à-dire libérale. Même chose en science politique: les financements vont à l'ingénierie sociale, pas à la sociologie politique*», conclut Pelletier.

ÉPLUCHÉ, CRITIQUE, COMPLÉTÉ

La prise de position du *Manuel* s'avère doublement périlleuse: opposer un discours contre celui de la pensée établie, c'est s'attirer les foudres de ceux qui la représentent, mais aussi de ceux, qu'ils soient libertaires ou anarchistes, qui ne se retrouveront pas tout à fait dans la nouvelle perspective proposée, faute de références suffisantes aux débats sur l'anthropocène, l'ube-

risation ou la décroissance. Les auteurs assument: pour eux, ce livre doit être «*manié*» (c'est bien là la définition d'un manuel), et donc épluché, critiqué, complété au sein d'une famille, d'un syndicat ou d'une assemblée. Rêvant déjà à un tome 2, ils se préparent à animer à partir d'octobre des «*Ateliers indociles*», au cours desquels ils se voient échanger d'égal à égal avec les lecteurs, approfondir et amender leurs propos, et réactiver dans la France des gilets jaunes le mythe de l'universitaire engagé. ◀



FONDATION COPERNIC MANUEL INDOCILE DE SCIENCES SOCIALES La Découverte, 700 pp., 25 €.